

## LIBRE DÉBAT

## «Taxer nos maigres pensions par un IRG de la honte !»

**Que pensent les retraités des mesures contenues dans le projet de loi de finances pour 2013 ? Vont-ils en tirer bénéfice ? Ce n'est pas l'avis de ce lecteur.**

La loi de finances est passée et tous les amendements de l'opposition ont été rejetés. Les riches vont devenir beaucoup plus riches sans peur de la pseudo-fiscalité qui les avantage, et les pauvres, «taxés» de la classe moyenne «imposables et corvéables à merci», vont casquer comme d'habitude. Les pauvres diables qu'ils soient maîtres ou cadres enseignants, ingénieurs, petits entrepreneurs, petits fonctionnaires ou retraités et bien d'autres qui forment le tissu laborieux d'une «vrai nation dans un vrai pays» vont encore une fois se saigner pour ne pas obliger l'Etat à «faire faillite» ! La gestion de ce pays a besoin de leur



argent sous peine de faire banqueroute ! C'est un scandale ! Un pays pétrolier, gonflé d'hydrocarbures variées, que dis-je, d'éner-

gies multiples et variées, un vaste territoire à potentiels agricole, touristique au-delà de la moyenne régionale et peut-être

même internationale, jalouxé par bien d'autres pays moins pourvus, ce pays est tellement malade par indigence, incompetence, gestion approximative plus médiatique que concrète, qu'il se trouve dans le besoin de taxer les quelques sous de sa classe moyenne pour ne pas faire faillite, et tout en faisant la passe sur les grosses coupures de ses milliardaires ? Nous sommes quelques anciens cadres du secteur public, ingénieurs et enseignants, retraités depuis une dizaine d'années.

Au début nos pensions suffisaient à nos familles pour nos besoins normaux, habituels et nous permettaient de prendre quelques vacances annuelles, même de courts voyages à l'étranger, mais petit à petit, la situation a changé ! Le dinar perd de sa valeur même au niveau national, les prix prennent leur envol et une nouvelle classe de «bons affairistes» bien enri-

chis grâce souvent aux «bonnes affaires» de l'Etat, nous ont plongés dans un vrai prolétariat, presque dans la misère. Et comble du mépris, l'Etat se permet de taxer nos maigres pensions par un IRG de la honte !

L'argent de la nation est distribué à tout-va, prêté sans discernement et souvent sans être remboursé, gaspillé dans des pseudo-études et des pseudo-projets qui s'avèrent souvent après coup de vraies arnaques ! Et on se permet de mettre la main dans la poche des pauvres retraités !

Ce n'est pas seulement un scandale et du mépris mais une faiblesse, car lorsqu'on s'attaque à ceux qui n'ont aucun moyen de se défendre et qu'on se laisse «monter» par ceux qui ont de «vrais bâtons» (dixit l'*Opium et le Bâton*), c'est qu'on n'a pas grand-chose là où il faut en avoir ! A bon entendeur salut !

Sahraoui Tayeb

## L'APN REPRENDR SES TRAVAUX DEMAIN

### Les pensions militaires à l'ordre du jour

L'Assemblée populaire nationale (APN) reprendra ses travaux demain en séance plénière consacrée à l'examen du projet de loi modifiant et complétant l'ordonnance n°76-106 du 9 décembre 1976 portant code des pensions militaires, selon un communiqué de l'APN.

Pour rappel, le Conseil des ministres du lundi 17 septembre 2012 avait examiné et approuvé un projet de loi modifiant et complétant l'ordonnance n°76-106 du 9 décembre 1976 portant code des pensions militaires.

Les amendements introduits dans le dispositif en vigueur visent notamment à faire assurer la prise en charge, sur le budget de l'Etat, des pensions de retraite au profit des appelés du service national et leurs ayants droit et ouvrir le droit

à une pension aux ayants droit des employés militaires ou civils assimilés décédés en activité et n'ayant pas accompli quinze années de service.

Ce projet de loi préparation a «pour objet de modifier et compléter certaines dispositions du code des pensions militaires de 1976». Dans l'exposé des motifs du projet, on peut lire : «La pratique a mis en évidence que certaines dispositions de l'ancienne loi n'ont pas prévu certaines situations et cas sociaux apparus au cours de ces dernières années.»

Une nouveauté : l'octroi du droit à la pension aux ayants droit des personnels militaires et civils assimilés décédés en activité et n'ayant pas accompli les quinze ans de service, tels que prévu par la loi et qui n'est pas pris en charge par

le code des pensions militaires. Autre amendement prévu : «L'insertion au niveau de l'article 5 du code des pensions militaires d'un point 7 qui consacre ce droit et qui permet également d'en étendre le bénéfice aux ayants droit des militaires et civils assimilés décédés antérieurement à la date de la promulgation de cette présente loi.»

«Les militaires appelés et rappelés du service national blessés dans le cadre d'opérations de maintien de l'ordre, de lutte antiterroriste ou déclarés inaptes pour infirmités ou maladies imputables au service ou aggravées par le fait du service» bénéficieront aussi du droit à cette pension.

LSR

## COURRIER DES LECTEURS... COURRIER DES LECTEURS... COURRIER DES LECTEURS

### Quels droits pour les appelés du service national ?

J'aimerais savoir si les appelés du service national (officiers et sous-officiers ayant effectué leurs 24 mois avant de rejoindre la vie active) ouvriront-ils droit à une pension de retraite (militaire) conformément à la nouvelle mouture portant sur les retraites (votre article de ce jour 13 novembre 2012). Prière de relire le journal *El-Moudjahid* qui a résumé les dernières décisions du Conseil des ministres du 13 septembre 2012, voir *El Moudjahid* du 18/09/2012.

Amar Djennas

**RÉPONSE :** Le Conseil des ministres du lundi 17 septembre 2012 a examiné et approuvé un projet de loi modifiant et complétant l'ordonnance n°76-106 du 9 décembre 1976 portant code des pensions militaires. Les amendements introduits dans le dispositif en vigueur visent notamment à faire assurer la prise en charge, sur le budget de l'Etat, des pensions de retraite au profit des appelés du service national et leurs ayants droit et ouvrir le droit à une pension aux ayants droit des employés militaires ou civils assimilés décédés en activité et n'ayant pas accompli quinze années de service.

Les militaires appelés et rappelés du service national blessés dans le cadre d'opérations de maintien de l'ordre, de

lutte antiterroriste ou déclarés inaptes pour infirmités ou maladies imputables au service ou aggravées par le fait du service bénéficieront aussi du droit à cette pension. Les appelés du service national ayant été rappelés entre 1995 et 1999 pour les besoins de la lutte contre le terrorisme sont-ils concernés par ces amendements ? Pour en savoir plus, il faudra attendre l'adoption de l'ordonnance révisée, sa publication au *Journal officiel* et surtout la publication des textes d'application.

### Retraités exclus des œuvres sociales

Nous sommes un groupe de retraités du secteur de la fonction publique. Depuis notre départ à la retraite, le responsable de l'établissement qui nous a employés nous a exclus des bénéfices et avantages des œuvres sociales, et ce, malgré l'article 4 du décret 82-179 du 16 mai 1982 fixant le mode de fonctionnement des œuvres sociales. L'article 4 stipule : «Sont bénéficiaires des œuvres sociales de l'organisme employeur, les travailleurs et retraités ainsi que les familles qui sont à leur charge, et les familles des travailleurs décédés continuent de bénéficier des mêmes avantages.»

Nous avons déposé une réclamation collective auprès du même responsable depuis plus de trois mois aucune réponse à ce jour. Nous vous demandons de nous aider par vos recherches dans la mesure du possible. A qui doit-on nous adresser lorsqu'il existe

une caisse nationale qui gère les œuvres sociales et quelle tutelle ? Nous faire savoir aussi si les œuvres sociales sont concernées par le contentieux géré par la loi 08-08 du 23 février 2008 relative au contentieux en matière de sécurité sociale, afin d'entamer des procédures judiciaires à l'encontre de l'établissement et du responsable concerné.

Ioussaghane Ahmed

**RÉPONSE :** Effectivement le décret que vous citez (paru au *Journal officiel* n°20 du 18 mai 1982) est très clair à ce sujet. Il stipule notamment : pour faire valoir vos droits, vous devez saisir le ministère du Travail, la direction générale de la Fonction publique et le cas échéant la justice.

### Retraités de la MIP

J'ai sollicité vos services pour me communiquer les coordonnées de l'avocat conseil des retraités de la MIP, maître N. Benouareth (votre parution du *Soir* en date du 27/11/2012). En vain. Vous n'avez pas daigné répondre, merci de tout cœur de ce manque de considération. Je sollicite votre aide que je saurais apprécier beaucoup, en insérant ma demande dans votre page qui paraît le mardi sur la rubrique «courrier des lecteurs» en faisant appel à une âme charitable retraitée qui est affiliée à la mutuelle MIP, plus particulièrement aux signataires de l'article sus-cité, c'est à dire B. M. et S. Y.

Sofiane Mouleloued

**RÉPONSE :** Quelle ingratitude de la part de ce lecteur ! Ce genre de courrier me fait regretter d'avoir lancé cette page retraite en 2000.

Djilali Hadjadj

### «Pétrolier» retraité

C'est avec un vif intérêt et un grand espoir que j'ai suivi régulièrement les informations fournies par Messieurs Bahloul Mansour et Saâdi Youcef, de Bordj-El-Bahri, à travers la rubrique espace «retraite» du *Soir d'Algérie*. Une joie indescriptible et une satisfaction totale m'ont envahi en apprenant le dénouement de l'affaire à travers les colonnes du *Soir d'Algérie* du mardi 27 novembre 2012. Pour faire valoir mes droits, et selon vos précieux conseils, je veux absolument agir et je vous prie pour cela de me mettre en contact avec Maître Benouareth ou me communiquer ses coordonnées afin de le requérir. Je voudrais aussi recevoir, dans la mesure du possible, la ou les adresses de Messieurs Bahloul Mansour et Saâdi Youcef, pour les contacter directement et les remercier pour le travail ô combien utile et bénéfique aux adhérents MIP. Dieu seul pourra rétribuer votre noble action désintéressée, je vous le souhaite de tout mon cœur.

M. Belabbas Mohamed, Ihaddaden, Béjaïa (06000)

**RÉPONSE :** Dès que nous aurons les coordonnées des concernés, nous les publierons si nous sommes autorisés à le faire.